



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1994/1267
9 novembre 1994

ORIGINAL : FRANÇAIS

LETTRE DATÉE DU 7 NOVEMBRE 1994, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR
INTÉRIM DE LA MISSION PERMANENTE DU ZAÏRE AUPRÈS DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire connaître, ainsi qu'à tous les membres du Conseil de sécurité, les vues du Gouvernement de la République du Zaïre en ce qui concerne le libellé de certaines dispositions du projet de résolution (S/1994/1168) prévoyant la création d'un tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire du Rwanda et par les citoyens rwandais dans les États voisins et spécialement certains articles de son annexe.

De prime abord, je voudrais rassurer le Conseil que le Gouvernement du Zaïre reconnaît la nécessité de la création d'un tribunal international pour juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises au Rwanda.

Toutefois, l'annexe du projet de résolution qui propose la création de ce tribunal appelle les observations de fond suivantes de la part du Gouvernement zaïrois :

1. Le chapeau de l'annexe qui constitue le statut du Tribunal stipule :

"Créé par le Conseil de sécurité agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 (ci-après dénommé 'Tribunal international pour le Rwanda') exercera ses fonctions conformément aux dispositions du présent statut."

De l'avis du Gouvernement zaïrois, toutes mesures édictées par le Conseil de sécurité en vertu du Chapitre VII de la Charte s'imposent à tous les États Membres des Nations Unies. Dès lors, le Gouvernement zaïrois ne comprend pas le bien-fondé de la restriction introduite par la mention du "territoire d'États

voisins" à une notion de responsabilité collective de la communauté internationale. Il estime que la meilleure formulation serait "territoire d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies".

Le Gouvernement du Zaïre demande aux membres du Conseil de sécurité de remplacer toute expression "territoire d'États voisins" utilisée dans le texte par celle de "territoire d'États Membres des Nations Unies".

Cette remarque vaut pour le paragraphe premier du dispositif du projet de résolution ainsi que le chapeau et les articles premier, 7 et 8 de l'annexe (le statut du Tribunal).

2. Article 7, "Compétence *ratione loci* et compétence *ratione temporis*" : le Gouvernement du Zaïre considère la première phrase de cet article comme une stipulation pour autrui. Il ne peut accepter cette disposition que dans la mesure où l'obligation de renoncer à sa juridiction, au profit du Tribunal international, est faite à tous les États Membres des Nations Unies et n'est pas limitée aux seuls États voisins qui ploient déjà sous le poids des événements que la crise du Rwanda leur a imposé.

3. Article 8, "Compétences concurrentes", du Tribunal international pour le Rwanda et des juridictions nationales gagnerait en clarté si le Conseil de sécurité édictait une règle simple selon laquelle toute procédure engagée qui révélerait un lien quelconque avec les crimes commis au Rwanda devrait être arrêtée par la juridiction nationale et confiée au Tribunal international pour le Rwanda. Dans l'état actuel du texte, la primauté du Tribunal international n'est pas certaine car, reconnaître une compétence concurrente aux deux juridictions c'est reconnaître que la première qui serait saisie d'une affaire devra la juger jusqu'au bout. Il naîtrait de ce fait des conflits de compétence inutiles qu'un texte clair et simple éviterait.

4. Article 9, "Non bis in idem", en son paragraphe 2, alinéa b), ouvre un chapitre à controverses sans fin.

En effet, le Conseil de sécurité dans son projet ne dit pas clairement quelle est l'autorité ou l'organe habilité à apprécier si une juridiction nationale n'a pas statué de façon impartiale ou indépendante, ou si la procédure engagée devant cette juridiction nationale visait à soustraire l'accusé à sa responsabilité pénale internationale ou que la poursuite n'a pas été exercée avec diligence.

Le Gouvernement du Zaïre estime que l'organe appelé à connaître de cette matière doit être nommément désigné. Le choix du Zaïre se porte sur la Cour internationale de Justice, institution respectable, ou alors la cour criminelle internationale dont le projet de création est devant la Sixième Commission de l'Assemblée générale.

Le Gouvernement du Zaïre ne peut accepter que le Conseil de sécurité, qui est un organe éminemment politique, s'arroge le pouvoir d'apprécier la validité d'une procédure ou d'une décision judiciaire.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim,

Représentant permanent adjoint

(Signé) LUKABU KHABOUJI N'ZAJI
